



**PRÉFET
DE SAÔNE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

Bureau de la réglementation
et des élections

ARRÊTÉ

Arrêté préfectoral portant mise en demeure

N° DCL-BRENV-2026-030-1

INTERNATIONAL PAPER EMBALLAGE LAURENT

SIRET : 72562073600019

Siège social :

2 rue Paul Sabatier 71100 Chalon-sur-Saône

Site d'exploitation :

rue Colbert

ZI Nord – BP 90078

71103 Chalon-sur-Saône Cedex

AIOT : 0005401698

**Le préfet de Saône-et-Loire
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1 et L. 514-5, R. 512-46-1 et suivants, R.181-46. ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral 95/3319/2-2 du 29 décembre 1995 autorisant la société INTERNATIONAL PAPER EMBALLAGE LAURENT à exploiter une usine de fabrication de carton ondulé sur la commune de Chalon-sur-Saône ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 février 2001 modifié par arrêté préfectoral du 17 août 2005 autorisant la société INTERNATIONAL PAPER EMBALLAGE LAURENT à exploiter un établissement de fabrication de carton sur la commune de Chalon sur Saône ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°DCL-BRENV-2018-233-2 du 21 août 2018 relatif à la mise à jour des rubriques ICPE, les garanties financières et la limitation de la quantité de déchets stockés sur le site ;

196 rue de Strasbourg
71021 Mâcon Cedex 9
Tél : 03 85 21 81 00
pref-proc-env@saone-et-loire.gouv.fr
www.saone-et-loire.gouv.fr

Vu l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°DCL-BRENV-2023-012-2 du 12 janvier 2023 à l'arrêté de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 décembre 1995 modifié, mise à jour des valeurs limites d'émissions et des fréquences d'autosurveillance dans l'eau suite aux évolutions réglementaires ;
Vu le porter à connaissance transmis par l'exploitant le 24 juillet 2020 :

Vu la demande de compléments de l'inspection des installations classées sur le porter à connaissance du 24 juillet 2020 signé et transmis par courriel le 21 juin 2022 ;

Vu le rapport relatif aux inspections du 14 novembre 2023 et du 28 novembre 2024 transmis à l'exploitant par la plateforme GUN Environnement respectivement en date des 27 novembre 2023 et 19 décembre 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le rapport relatif à l'inspection du 14 octobre 2025 transmis à l'exploitant par la plateforme GUN Environnement en date du 03 décembre 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les compléments (modélisation de flux thermiques notamment) au porter à connaissance susvisé, transmis par l'exploitant le 5 novembre 2025 :

Vu le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure transmis le 03 décembre 2025 à l'exploitant en application de l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant du 18 décembre 2025 sur le projet d'arrêté précité ;

Considérant que l'article L. 171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

Considérant que depuis la demande de compléments sur le porter à connaissance du 21 juin 2022 et les visites d'inspection du 14 novembre 2023, du 28 novembre 2024 et du 14 octobre 2025, l'exploitant n'a pas transmis les éléments suivants :

- les mesures des débits simultanées des PI n°CHASA 52 et CHASA 406 et des PI n°CHASA 79 et CHASA 212
- une justification que les besoins en eau calculés peuvent être assurés ;
- une note de calcul sur le débit nécessaire et la durée de fonctionnement du système d'extinction automatique présent en façade du bâtiment principal destiné à limiter la propagation d'un incendie du stockage de palettes sur le bâtiment ;
- une note explicative sur le fonctionnement du système de sprinklage, notamment sur la source d'eau utilisée et la disponibilité des débits sur les PI en cas d'utilisation simultanée du sprinklage et des points d'eau définis ci-dessus.

Considérant que l'article R.181-46-II du code de l'environnement indique que « II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1, inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. »

Considérant que les éléments demandés par l'inspection des installations classées susvisés font partie des éléments d'appréciation nécessaire à l'instruction du dossier ;

Considérant que cette demande de complément du 21 juin 2022 reprenait les demandes des visites d'inspection des années 2020, 2021 et 2022 et que les demandes ont été renouvelées dans les rapports des inspections du 28 novembre 2023 et 14 novembre 2024 susvisés ;

Considérant que l'article 2.4.2.1 de l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2023 susvisé fixe la liste des paramètres à surveiller dans les effluents industriels et impose des valeurs limites d'émissions (VLE) à respecter ;

Considérant que lors de l'inspection du 14 octobre 2025, des non-conformités nombreuses et importantes sur les paramètres Cuivre, Zinc et DCO et de nombreux autres dépassements sur les paramètres pH, débit, MES et Fe+Al sont constatés en septembre 2025 ;

Considérant que lors de l'inspection du 14 octobre 2025, des dépassements récurrents sur l'année 2025 des VLE des paramètres débit, température, pH, DCO, DBO5, Azote total, Cuivre et Fe+Al ont été constatés ;

Considérant que cette situation avait déjà été constatée lors de l'inspection du 28 novembre 2024 ;

Considérant que l'exploitant a indiqué lors de la visite du 14 octobre 2025 une panne de pompe polymère, un changement de prestataire de gestion de la station interne de traitement, une panne sur agitation de la cuve tampon mais il n'a pas justifié :

- le lien de causalité direct et exclusif entre ces dysfonctionnements et l'ampleur des dépassements observés, ni l'absence d'autres facteurs contributifs ;
- le niveau d'impact sur le milieu récepteur (la station d'épuration du Grand Chalon) ;
- du remplacement du matériel et de résultats d'autosurveillance prouvant un retour à la normale du respect des VLE ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 I du code de l'environnement en mettant en demeure International Paper Laurent Emballages à Chalon-sur-Saône de respecter les prescriptions précédentes ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire :

ARRÊTE

Article 1 – Mise en demeure de respecter des prescriptions

La société INTERNATIONAL PAPER EMBALLAGE LAURENT exploitant une installation de fabrication d'emballage en carton sise rue Colbert ZI Nord – BP 90078 – 71103 Chalon-sur-Saône est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes :

1 - l'article R. 181-46 du code de l'environnement en transmettant :

- dans un délai de trois mois les mesures de débits simultanées des PI n°CHASA 52, CHASA 406, CHASA 79 et CHASA 212.
- dans un délai de six mois, un porter à connaissance mis à jour comprenant :
 - une justification que les besoins en eau calculés peuvent être assurés ;
 - une note de calcul sur le débit nécessaire et la durée de fonctionnement du système d'extinction automatique présent en façade du bâtiment principal destiné à limiter la propagation d'un incendie du stockage de palettes sur le bâtiment ;
 - une note explicative sur le fonctionnement du système de sprinklage, notamment sur la source d'eau utilisée et la disponibilité des débits sur les PI en cas d'utilisation simultanée du sprinklage et des points d'eau définis ci-dessus.

2- l'article 2.4.2.1 de l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2023 :

- dans un délai de trois mois en transmettant :
 - une analyse des causes de ces dépassements appuyée par les pièces justificatives démontrant la pertinence des analyses fournies ;
 - une étude du niveau d'impact sur le milieu récepteur (la station d'épuration du Grand Chalon) des rejets non-conformes ;
 - le plan d'action prévu pour permettre de justifier le respect des valeurs limites d'émission applicables aux eaux usées industrielles de l'installation pour les paramètres Cuivre, Zinc, DCO, pH, débit, MES et Fe+Al ;
- dans un délai de six mois :
 - en justifiant de la mise en place et du bon fonctionnement des équipements nécessaires ;
- dans un délai de neuf mois :
 - en justifiant sur 3 mois consécutifs a minima du respect des valeurs limites d'émission pour les paramètres Cuivre, Zinc, DCO, pH, débit, MES et Fe+Al.

Ces délais courent à compter de la date de la notification du présent arrêté à la société INTERNATIONAL PAPER EMBALLAGE LAURENT.

Article 2 – Sanctions

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Mesures de publicité

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à INTERNATIONAL PAPER EMBALLAGE LAURENT.

Article 4 – Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, le sous-préfet de Chalon-sur-Saône, le maire de la commune de Chalon-sur-Saône, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur sera transmise ainsi qu'à l'exploitant.

Mâcon, le 30 JAN, 2026



Pour le préfet,
Le préfet

la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire

Flora SEGUIN

Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Dijon :

1. Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a. L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b. La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

